

Lutte de classe

Rififi chez les patrons.

L'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) est la branche la plus riche et la plus puissante fédération du Medef.

Cet automne fut révélé par une enquête que des retraits suspects à hauteur d'environ 20 millions d'euros avaient été retirés en liquide des comptes de l'UIMM entre 2000 et 2007, pour lequel M. Gautier-Sauvagnac a été mis en examen, notamment pour "*abus de confiance*". Si la justice a retrouvé la trace de près de trois millions, celle des 17 restant reste inconnue.

Depuis le début de l'affaire, M. Gautier-Sauvagnac affirme que ces retraits en espèces "*s'inscrivaient dans une tradition historique de l'UIMM*" et qu'il avait souhaité y mettre progressivement fin "*à partir de 2006*".

L'affaire de l'UIMM déclenchait une crise ouverte au sein du patronat au tournant de l'élection de Sarkozy à la Présidence de la République. Hasard ou coïncidence provoquée ? Il faut rappeler aussi que la présidente du Medef, Laurence Parisot, a été élue en 2005 sans le soutien de l'UIMM, mais avec le soutien de l'UMP dirigé par Sarkozy, futur chef de l'Etat.

Si j'ai bien compris l'enjeu de cette affaire qui secoue les sommets du patronat français, l'UIMM est une des plus anciennes organisations patronales en France qui avait adopté puis a conservé des relations de type contractuel avec les syndicats ouvriers au lendemain de la seconde guerre mondiale pour maintenir la paix sociale, revendiquant son indépendance vis-à-vis de l'Etat, alors que la nouvelle direction du Medef a adopté la stratégie de Sarkozy pour rompre avec ce genre de relations qui faisaient la part trop belle aux négociations entre le patronat et les syndicats, afin d'amener les syndicats à renoncer à toutes vellétés revendicatives et à avancer davantage dans la voie du corporatisme qui correspond à une nécessité pour le capitalisme dont la crise s'amplifie et prend une dimension internationale.

C'est une façon de signifier de la part du Medef à l'UIMM que l'époque des arrangements entre dirigeants patronaux et syndicaux pour maintenir une sorte de statu quo était dépassée, que l'ère de la désindustrialisation avait sonné, le temps du réformisme était révolu et que les intérêts du capitalisme mondial en crise doivent être privilégiés au détriment de certaines branches pourries du capitalisme français dont il allait falloir se débarrasser...

On retrouve ici le même antagonisme qu'au sein de l'UMP entre les gaullistes restés attachés à une certaine idée du capitalisme français et les néo conservateurs qui les ont détrônés à la tête du principal parti politique de la bourgeoisie, et dont les intérêts coïncident en tous points avec ceux du capitalisme mondial contrôlé par l'aristocratie financière et les multinationales.

Lors de l'audition en garde à vue, les policiers avaient prévenu M. Gautier-Sauvagnac : faute d'identifier les bénéficiaires des retraits, il pourrait être "*considéré comme l'ultime bénéficiaire*" de l'ensemble des 19 millions d'euros retirés et faire ainsi "*l'objet d'un redressement fiscal sur toutes les sommes ayant transité entre (ses) mains*".

Les enquêteurs soupçonnent que la majeure partie de ces fonds a pu servir au financement occulte de syndicats. M. Gautier-Sauvagnac n'en dit rien et se contente d'affirmer qu'il avait procédé, comme ses prédécesseurs, "*à des remises de fonds aux représentants des organismes participant à la vie sociale du pays*", où l'on trouve pêle-mêle des représentants des syndicats patronaux et des syndicats ouvriers, ce qui en soi n'a rien d'étonnant.

Deuxième épisode.

C'est sur cette affaire qu'est venue se greffer celle des indemnités de départ de Denis Gautier-Sauvagnac de l'UIMM, 1,5 millions d'euros, alors que les salariés de Carrefour à Marseille ont obtenu au bout de 16 jours de grève, une augmentation généreuse de 45 centimes d'euros des tickets restaurant, de quoi se faire un modeste sandwich au pain sec !

L'UIMM a confirmé jeudi dernier que son ancien président avait négocié en plus de son indemnité de départ de 1,5 million d'euros, la prise en charge par l'organisation patronale des conséquences fiscales de l'affaire des retraits de fonds suspects des caisses du patronat de la métallurgie.

Maintenant, il apparaît de plus en plus clairement que les avantages consentis à Denis Gautier-Sauvagnac par l'UIMM confortent l'idée d'une responsabilité collective dans l'affaire des retraits de fonds suspects, d'où cette déclaration : "*on a la conviction intime que Denis Gautier-Sauvagnac a agi dans l'intérêt de l'UIMM, il*

n'a pas à souffrir d'un redressement fiscal", ils se serrent les coudes pour éviter sans doute de nouvelles fuites.

Ces négociations avaient été conduites par Michel de Virville, membre du bureau de l'UIMM et nommé à la tête de la commission des relations du travail du Medef par Parisot. Secrétaire général de Renault, il avait été désigné en janvier par le Medef pour prendre la présidence de l'Unedic.

Troisième épisode.

La présidente du MEDEF Laurence Parisot révèle la démission du président de l'Unedic Michel de Virville dans un entretien au *Journal du dimanche* et juge par ailleurs *"méprisable"* la prime versée à Gautier-Sauvagnac.

Mme Parisot précise au JDD avoir demandé *"solennellement à tous les membres de l'UIMM qui exercent des mandats nationaux dans des institutions au nom du MEDEF de remettre immédiatement leur mandat à la disposition du MEDEF"*.

"Qu'est-ce que ça veut dire, dans un tel cas de figure, une prime de 1,5 million d'euros? Ça dépasse la mesure, et ça dépasse l'entendement !", s'indigne la patronne des patrons. Je ne pense pas qu'elle feint de s'indigner, ce n'est évidemment pas la somme qui la gêne, c'est la façon dont les choses se sont passées et à quel moment cette affaire éclate. Sur France 2, elle n'a pas pu se retenir de dire : *"Trop, c'est trop. Je ne décolère pas"*, cette affaire *"abîme l'image des entreprises, du Medef, mon image"*.

Il faut bien comprendre que dans un contexte où le gouvernement et le Medef s'emploient au nom de l'intérêt général à justifier les nouvelles lois antisociales votées contre le prolétariat, à présenter l'entreprise comme un lieu privilégié où les travailleurs ne demandent qu'à s'épanouir et à vivre en harmonie avec leurs patrons qui les exploitent, à associer davantage les travailleurs et les syndicats à la bonne marche du capitalisme, en les appelant à se serrer davantage la ceinture pendant que les prix flambent, les 1,5 millions d'euros empochés par Gautier-Sauvagnac tombent au mauvais moment et risquent de déclencher l'indignation et la colère des travailleurs et de ruiner tous les efforts qu'ils ont déployé depuis des mois pour domestiquer le prolétariat avant de le frapper encore plus durement dans les mois à venir. Déjà que la plupart des travailleurs et jeunes ont une image négative des patrons, avec cette affaire qui vient s'ajouter à l'augmentation de salaire de 40% des patrons du CAC 40 en 2007, c'est la goutte qui fait déborder le vase juste avant les élections municipales, un sale coup pour l'UMP dirigé par Sarkozy.

Parisot a lancé *"un appel à tous les chefs d'entreprises de France, des TPE, des PME, des grands groupes, quelle que soit leur taille, quels que soient leurs secteurs d'activité, et en particulier à ceux de l'industrie, afin qu'ils (la) soutiennent et s'associent à (elle) pour tout remettre à plat"*. Il n'est pas dit qu'elle sera entendu après ce coup d'éclat de l'UIMM qui a voulu faire cavalier seul, alors que le Medef s'emploie à resserrer les rangs du patronat autour des objectifs économiques dictés par le capitalisme mondial, avec lesquels les intérêts de nombreuses entreprises sont en contradiction, les règles imposées par l'intermédiaire de l'Union européenne au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et qu'il reprend à son compte vont étrangler ou conduire de nombreuses entreprises à la faillite

Dans les deux camps, celui de l'UIMM et du Medef, les armes sont sorties. *"La violence des mots de Laurence Parisot est proportionnelle au désarroi dont nous font part, en région, nos PME et TPE"*, affirme Stéphane Brousse, président du Medef des Bouches-du-Rhône. *"Les Medef territoriaux n'en peuvent plus de cette soi-disant puissance de la métallurgie, de cet amalgame qui est fait entre le Medef et l'UIMM"*, ajoute-t-il.

De son côté, Me Le Borgne a dénoncé une tentative d'"OPA" sur ceux de l'UIMM, au sein de laquelle on juge la réaction de la patronne du Medef *"insultante"*.

Quatrième épisode.

L'UIMM a contre-attaqué le 3 mars face au Medef, acceptant le *"réexamen"* des conditions du départ de Denis Gautier-Sauvagnac et une nouvelle direction générale, pour mieux revendiquer toute sa place au sein du patronat français.

A l'issue d'une réunion *"exceptionnelle"* face à *"la campagne violente dont fait l'objet l'UIMM"*, son nouveau président, Frédéric Saint-Geours, a annoncé le départ de Denis Gautier-Sauvagnac, qui était toujours délégué général, et de Dominique de Calan, délégué général adjoint, les deux postes opérationnels de la fédération.

Il a annoncé dans la foulée une *"réorganisation"* de la direction de l'UIMM.

Par ailleurs, l'indemnité de départ de 1,5 million d'euros, qui avait mis le feu aux poudres ce week-end, sera *"réexaminée"*.

M. Saint-Geours a toutefois jugé *"normal"* que *"salarié depuis 15 ans à l'UIMM"*, Denis Gautier Sauvagnac ait *"droit à quelque chose pour son départ"*, comme les travailleurs de Miko, Ford ou Kleber menacés de

licenciement qui sont en droit d'exiger la même somme ! Il a ajouté sur France 2 qu'il rencontrerait mardi la présidente du Medef.

Mais l'UIMM s'est montrée inflexible sur un éventuel abandon des mandats nationaux de la fédération dans une centaine d'institutions où elle représente le patronat, notamment l'Unedic, l'Agirc (retraites complémentaires des cadres) ou le 1% logement, l'une des exigences de Mme Parisot : "*Le président demande donc au Medef qu'il en soit ainsi. L'UIMM continuera ainsi à jouer pleinement son rôle*", insiste la fédération.

Cinquième et dernier épisode.

Voyons voir comment ont réagit le PS, le PCF et les dirigeants syndicaux.

Le PS demande l'"annulation" de la prime de 1,5 millions d'euros versées par l'UIMM à son ancien président qui seraient une "*contrepartie à son silence*" sur les bénéficiaires des retraits suspects, en voilà une découverte, à croire que le PS aurait un droit de regard sur les affaires d'un syndicat patronal ou qu'il en saurait plus qu'il n'en dit. Pourquoi pas après tout, il y a tant de patrons au PS et ce parti ne défend-il pas leurs intérêts ?

Le PS qui ne perd pas une occasion de tendre la perche à l'UMP, a pressé le gouvernement de "*mettre en oeuvre le plus vite possible les outils juridiques empêchant la dissimulation de la vérité*", chacun sait que l'on peut compter sur le sommet de l'Etat en la matière.

Fabius fait encore plus fort en apportant directement son soutien à Sarkozy-Parisot, il a suggéré le vote d'une loi pour "*annuler*" cette modeste prime, histoire de réaliser un nouveau consensus à l'Assemblée nationale entre les partisans de Sarkozy, le PS et le PCF. Il fallait y penser !

Le PCF à coté de la plaque ou plus hypocrite a dénoncé "*quelque chose de pourri dans le royaume du Medef*", Parisot ne pouvait rester silencieuse plus longtemps, alors que ce sont les amis des dirigeants du PCF qui sont à l'origine de cette embrouille, de Villepin et quelques chiraquiens qui n'ont pas digéré le traitement que leur a infligé Sarkozy.

Du côté des dirigeants syndicaux.

La CGT s'est dite "*indignée*" contre Gautier-Sauvagnac qu'elle tient responsable de toute cette affaire et qu'elle accuse indirectement d'avoir été incapable de cacher plus longtemps la corruption de certains syndicats par l'UIMM. Les dirigeants de la CGT qui s'adaptent très bien au tournant politique intervenant au sommet de l'Etat et du patronat se rangent aux cotés de la direction du Medef.

Bernard Thibault (CGT) a souhaité que le Medef entre "*dans une nouvelle ère du dialogue social*", synonyme de liquidation de tous nos droits et acquis sociaux, de façon à ce que l'on comprenne bien le fond de cette affaire, ce qui confirme l'interprétation que j'en ai donné au début de cet article.

Si vous avez en tête ce que vous avez lu dans les paragraphes précédents, vous comprendrez pourquoi Mailly pour FO déplore "*une déstabilisation*" dans les organismes paritaires et les négociations, on vivait tellement bien ensemble avant cette lamentable et bien triste histoire, refermons vite ce dossier. C'est ainsi que l'ensemble des dirigeants syndicaux regrettaient dimanche cette "*crise à l'intérieur du patronat*", pauvres patrons, on va venir à votre secours, ne vous tracassez pas, nous veillons sur vous, nous n'en profiterons pas pour appeler les travailleurs à se mobiliser ! Quelle pourriture ces dirigeants !

Pour la CFDT, François Chérèque a estimé que le réexamen des conditions de départ de M. Gautier-Sauvagnac constituait "*un début d'aveu de culpabilité*" de la part de l'UIMM, soutenant Parisot, pas étonnant, la CFDT soutient toujours l'aile la plus réactionnaire du patronat.

La palme revient cette semaine à Bernard Van Craeynest, le président du syndicat CFE-CGC, qui a déclaré : "*Les turpitudes du patronat, il y en a marre, et je suis heureux de constater que Mme Parisot sait faire le ménage chez elle*", en voilà un qui sera heureux d'aller voter UMP dimanche prochain !

J'allais oublier de préciser un point important, la présidente du Medef a reçu le soutien du gouvernement et de l'UMP, à commencer par la ministre de l'Economie Christine Lagarde, qui a plaidé pour la "*transparence*"... contre les chiraquiens.

La crise des institutions et du régime capitaliste s'amplifie...

(source : AFP 29.02 ; 02 et 03.03 et AP 01.03)

